

Résolution présentée par la délégation de la

République de Côte d'Ivoire

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne L'établissement d'une aide pour financer "Zéro famine"

L'Assemblée Générale,

Alarmée par le nombre exorbitant d'individus souffrant encore de la faim au XXI^{ème} siècle, près de 690 millions de personnes étant actuellement sous-alimentées, pendant que des pays comme la Chine ou les États-Unis, qui sont financièrement aisés, ne contribuent à aucune aide, mais au contraire participent au gaspillage de plus de 59'922'109 tonnes alimentaires par an,

Affligée par le manque d'aide et d'intérêt total des organisations internationales, qui n'ont financé que 100 millions de dollars sur les 267 milliards estimés par la FAO (Food and Agriculture of the United Nations) lors de la dernière assemblée générale, qui a eu lieu en septembre dernier de cette année, ce qui ne représente même pas le dixième du montant requis afin d'avoir des résultats concrets en 2030,

Constatant qu'à cause de raisons purement économiques, aucun changement radical n'a eu lieu, aucune stratégie de grande ampleur n'a été mise en place, aucunes sanctions n'ont été infligées aux pays ayant le plus fort taux de gaspillage alimentaire à l'échelle mondiale depuis des années, sanctions qui auraient permis d'éviter des milliers de morts, dont celles d'enfants qui sont la catégorie de la population étant la plus touchée à cause des besoins accrus nécessaires pour leur croissance,

Rappelant que la famine est une grande problématique qui est traitée depuis de nombreuses années et qui conduit à la mort de plus de 25'000 personnes par jour dans le monde dans des pays tels que le Yémen, le Nigeria, la Somalie, le Soudan, la Côte d'Ivoire ainsi que des pays de l'Amérique latine,

Consciente qu'un financement de cette ampleur peut être coûteux en vue de l'importance de ce sujet,

Propose de créer une organisation internationale dirigée par notre République en tant que pays victime et qui serait liée à la FAO pour gérer de façon efficace les 267 milliards de dollars demandés afin de mettre fin à cette problématique.

Le texte français fait foi